

Paris, le 12 août 2015

Amnesty International a choisi la violence envers les femmes !

En effet cette organisation qui dit lutter pour le respect des droits humains et qui a mis du temps à inclure dans ses objectifs les droits des femmes, montre aujourd'hui qu'elle lutte en fait pour les droits des hommes contre les femmes.

Malgré l'opposition de certain-e-s délégué-e-s dont la présidente et le directeur d'Amnesty International France, Amnesty International vient d'émettre un texte confus qui désigne la prostitution comme travail. Le terme de travailleurs ou travailleuses du sexe (sex worker) est constamment utilisé dans leur déclaration ce qui montre qu'Amnesty International n'a pas vraiment mené une réflexion sur la prostitution. De plus cette déclaration indique que les Etats peuvent imposer des restrictions de vente de services sexuels, une position incompréhensible qui entraînerait le maintien du délit de racolage par exemple, et qui ne dit rien de l'action des prostitueurs clients et proxénètes. Les personnes prostituées ne sont donc pas considérées comme des victimes qui ont des droits. Dans cet affichage d'apparent respect des droits humains des « travailleurs du sexe », Amnesty International refuse de tirer les conclusions du fait que la prostitution n'est pas une liberté, n'est pas un choix et que la traite à des fins d'exploitation sexuelle est la conséquence directe de l'existence de la prostitution. Amnesty International condamne la traite mais refuse de voir qu'elle est l'organisation violente d'un marché qui a une demande forte, celle des clients, des hommes qui s'octroient le droit d'acheter l'usage du corps des femmes. Les personnes prostituées soumises à la traite ou non, vulnérables pour des raisons psychologiques, de violences de toutes sortes connues dans l'enfance et l'adolescence, d'addictions et de pauvreté, subissent d'abord la violence de l'imposition d'actes sexuels non désirés, la violence des prostitueurs. C'est cette violence qu'il faut faire cesser le plus vite possible au lieu d'envoyer un message confus et destructeur aux personnes prostituées « vous faites un métier, continuez ! » et aux clients « allez-y vous pouvez consommer des prostituées « libres », comme s'ils étaient concernés par l'histoire des personnes qu'ils violent !

Il est difficile de croire qu'une organisation de l'envergure d'Amnesty International puisse détruire de cette façon l'idée de liberté et donc son exercice.

Aujourd'hui il est devenu incompatible de soutenir l'action de Amnesty International et de lutter contre le système prostitutionnel. Il est devenu incompatible de soutenir Amnesty International et de lutter pour les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.